N°216-Juin-Juillet-Août-2008-1,5 euros

Le Combat Syndicaliste

Confédération Nationale du Travail section de l'Association Internationale des Travailleurs

HALTE A L'EXPULSION DE NOS CAMARADES!

SOLIDARITE ACTIVE!

EDITO

Association Internationale des Travailleurs
AIT, ASI-MUR CLS, Postanski pretinac 6, 11077 Beograd, Serbie

Confédération Nationale des Travailleurs
Pour tout contact sur le plan national, s'adresser à: CNT-AIT (bureau confédéral), rue St Remesy 31000 Toulouse.

Adresse du site web de la confédération **http://www.cnt-ait-fr.org**
Vous y trouverez les liens confédéraux et internationaux de notre organisation.

CPPAP 1856 D 73
Directeur: Michel Maza
Imprimerie spéciale CNT-AIT.

Réalisation des Pages confédérales:
CNT-AIT,18 rue Jean-Baptiste Carreau, 64000 Pau.

ABONNEMENTS:
1 an (6 N°) : 7,5 E
Soutien: 15E
Chèques à l'ordre de la CNT-AIT, voir pages régionales
.

Les brutes ne prennent pas de vacances. Profitant des vacances scolaires qui privent les associations et les différents réseaux de solidarité d'une partie de leur réactivité, les sbires du ministère infâme de l'Immigration et de l'Identité Nationale poursuivent leur tâche méthodique. Arrêter, incarcérer, expulser. Il « faut » 25 000 expulsions cette année et les mauvais élèves se feront taper sur les doigts. Inutile de préciser que les préfets détestent passer pour de mauvais élèves, ils mettent donc les bouchées doubles et font du zèle, la prochaine promotion est à ce prix. Il « faut » expulser des familles, qu'à cela ne tienne, on installe dans les centres de rétentions des salles de jeux –avec des barreaux ou des vitres blindées, il y a même des tables à langer, on a pensé à tout!
Arrêter la machine semble aujourd'hui au-dessus des forces militantes qui se mobilisent, mais résister, gripper l'engrenage de l'expulsion reste possible ponctuellement comme le montrent les quelques témoignages que vous pourrez lire ci-contre. Tout est bon ou presque pour empêcher les expulsions, recours juridiques, solidarité matérielle pour organiser la clandestinité, manifs, harcèlement des autorités décisionnaires, tout dépend de la situation et des forces sur lesquelles on peut compter. On peut parfois avoir l'impression de vider la mer avec une cuillère, c'est vrai, mais c'est oublier un peu vite que ces résistances emmerdent considérablement les tenants de cette politique. Il n'y a qu'à considérer l'acharnement du gouvernement à l'encontre d'un réseau comme RESF pour se persuader qu'ils préfèreraient expulser en toute tranquillité.
En fin de journal vous trouverez deux textes publiés dans « la cenerentola », un mensuel libertaire italien auquel collaborent les copains de l'USI-la section italienne de l'AIT. Pour conclure un texte de Camillo Berneri, anarchiste italien qui préféra s'exiler lorsque Mussolini prit le pouvoir. Il s'engagera dans les colonnes de la CNT pendant la révolution espagnole, sa liberté de ton et ses critiques envers la mainmise des Staliniens sur la révolution lui vaudront d'être assassiné par des agents soviétiques avec un de ses amis, Francisco Barbieri le 5 mai 1937 à Barcelone.

SOMMAIRE

3 Tour d'horizon de la chasse aux étrangers

4 La poudrière afghane

10 Nos enfants sont fichés, on ne s'en fiche pas

12 Nationale, régionales ou ethniques les identités sont une arme du pouvoir

14 Croissance zéro

17 Berlusconi remporte la victoire

19 le prolétariat ne se nourrit pas de curés

Tour d'horizon de la chasse aux étrangers

La diabolisation des immigrés est un atout électoraliste de la « droite décomplexée » servant à distraire la population des véritables causes de ses problèmes. L'acharnement et la stigmatisation des étrangers est une stratégie cynique broyant des vies et des familles pour se maintenir au pouvoir. Persécutions, discriminations et rafles en sont les tristes manifestations. L'exemple de l'Indre-et-Loire et de l'agglomération de Tours (37) au cours des dernières semaines est révélateur.

Un bébé de 16 mois en rétention

Telle est la sordide aventure de Mickael Bekay, arrêté avec sa mère à leur domicile de Joué-lès-Tours et placés en rétention près de Rennes pendant 17 jours en février dernier. Si son père, routier congolais vivant en France depuis 17 ans, dispose de papiers en règle, ce n'est pas le cas de sa mère, arrivée en 2001. Quant à lui, le petit Mickael est né dans notre pays. Comble de l'ignominie, comme elle a refusé d'embarquer et d'être séparée de son conjoint, Mme Bekay et son bébé ont été placés en garde à vue!

« Mon enfant a toute sa vie en France. Il a son papa. Là, il ne va pas bien, il pleure et il a perdu du poids. Toute la journée, nous sommes dans une pièce avec cinquante personnes de toutes les nationalités. Il y a beaucoup de bruit ... .. »Il a perdu près de 2,5 kg».. Même la nuit maintenant, il faut qu'il dorme avec nous. » Un médecin tourangeau a confirmé les conséquences désastreuses de cette expérience dramatique sur l'enfant.

En avril, le tribunal correctionnel de Rennes a relaxé Bemenga Bekay en jugeant arbitraires et illégales son arrestation et la procédure d'expulsion dont elle a été victime. Mais que se serait-il passé si elle avait docilement accepter d'être chassée et si des militants, à Tours et à Rennes, ne s'étaient pas mobilisés ? Une famille aurait été brisée par le zèle d'un préfet obéissant à une logique de chasse aux immigrés. « Emmenez aussi les enfants » avait dit, en son temps, un certain Laval. A quoi bon célébrer les Justes et commémorer les enfants martyrs, si l'on choisit d'adopter le comportement des bourreaux?

Hortefeux fait le deuil de l'expulsion d'une veuve

Elisabeth Guérin, est Béninoise, son père et son grand-père étaient français. En 2005, elle se marie avec un Tourangeau et vient s'installer en France, à Montlouis. Malheureusement, son mari est décédé en octobre 2007. L'administration décide alors de ne plus renouveler son titre de séjour et de l'expulser.

L'affaire obtient un retentissement national avec la publication d'un article dans Le Monde. Hortefeux réagit aussitôt et annonce à la radio, le 6 avril, qu'il a demandé au préfet de régulariser Elisabeth en expliquant que « les services de la préfecture ont commis une erreur manifeste d'interprétation de la loi ».

Pas gonflé le ministre, il désavoue publiquement les sbires qui appliquent ses consignes, assorties d'objectifs chiffrés, quand ils se font prendre la main dans le sac. Et si la rédaction du Monde avait choisi ce jour là de publier un autre article?

Prière d'attendre... sur le trottoir

C'est globalement ce que la préfecture de Tours a demandé à une mère et son enfant. Le 28 février, Halima et sa fille de 6 ans, arrivées d'Algérie en 2004, se retrouvent sans papiers et à la rue. Les habitants et parents d'élèves du quartier Velpeau de Tours se mobilisent alors en les hébergeant à tour de rôle et en entreprenant des démarches pour contraindre la préfecture à une régularisation. C'est chose faite le 29 avril, après l'obtention d'une promesse d'embauche. Cependant, l'administration ne leur a délivré pour l'instant qu'une autorisation provisoire de séjour.

Syndicat Interco de Châteauroux

Paru dans le « chat noir déchaîné » n°27
Journal de l'Ur centre de la CNT-AIT

La poudrière afghane.

Syndicat Interco
de Pau

"J'ai décidé de renforcer la présence militaire française avec un bataillon déployé dans la région Est", c'est par ces mots que Nicolas Sarkozy a annoncé, au sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Bucarest le 1er avril dernier, l'envoi de 700 soldats français supplémentaires en Afghanistan. Il est loin le candidat de « l'entre-deux tours » qui déclarait : « la présence à long terme des troupes françaises à cet endroit du monde ne me semble pas décisive. [Si je suis élu Président de la République, je m'engage à] poursuivre la politique de rapatriement de nos forces armées entamée par Jacques Chirac ». Et comme à chaque fois, l'opération est bien orchestrée : le gouvernement minimise une intervention (« quelques centaines d'hommes ») qui serait purement humaniste voire humanitaire... la réalité est toute autre, celle d'une sombre histoire d'enjeux pétroliers qui risque d'entraîner un embrasement de l'Asie centrale et du Moyen-Orient.

Les chevaliers blancs ont les mains sales...

La guerre, c'est la guerre. Le gouvernement afghan souhaiterait que les forces armées de la coalition cessent de circuler dans Kaboul par mesure de sécurité. Eprouvées nerveusement par les risques d'attentats, celles-ci tirent à vue sur les civils qui ne déguerpissent pas à leur passage. Il y a déjà un an, une spécialiste de l'Afghanistan, revenant de Kaboul, annonçait : « Face à la recrudescence de la violence, l'OTAN qui commande la force internationale a décidé de reprendre en main le sud, ce qui veut dire reprise des combats et bavures parfois avec des victimes civiles d'où le mécontentement de la population ». Les autorités parlent de mission de paix pour masquer la réalité d'un pays en guerre, elles posent l'armée en protectrice de populations désarmées et laissent croire qu'elle ne fait que protéger « des objectifs » quand celle-ci participe à un conflit qui, comme tous les conflits, fait des victimes innocentes. L'armée française participent déjà aux combats, « environ deux cent quatre-vingts militaires français encadrent ou vont encadrer d'ici à l'été des troupes de l'armée afghane, et se trouvent déjà fréquemment en situation de combat face à des talibans » et le renfort doit lui permettre de prendre en main la « sécurisation » de l'Est de l'Afghanistan, tout en soulageant l'Allemagne, l'Italie et le Canada dont les populations sont de plus en plus hostiles à l'engagement de leur pays dans ce conflit, aux vues de pertes humaines de plus en plus importantes. Car loin d'amener la paix, les armées d'occupations s'enlisent dans un conflit de plus en plus violent. « L'insécurité qui sévit sur le territoire risque de compromettre définitivement le processus de paix entamé dans le pays. Chaque année est plus meurtrière que la précédente. La mode des attentats-suicides importée d'Irak, vise l'appareil militaire occidental et les forces de sécurité afghane. Le banditisme, les enlèvements crapuleux touchent des acteurs de l'aide et les civils afghans. Les otages sont revendus aux talibans ou à al Qaïda qui payent plus cher surtout quand l'affaire est médiatisée. Tout cela favorise la peur et le mécontentement de la population et de la communauté internationale. Les programmes d'aide s'arrêtent dès que les messages d'alerte interviennent et ils sont parfois excessifs ». Tout ça pour quoi? Pour instaurer la démocratie et aider un pays pauvre, bien sûr.

Sans disserter sur ce qui semble pourtant

1 L'EXPRESS, jeudi 3 avril 2008.
2 LE MONDE, 02 avril 2008.
3 LE MONDE avec AFP, Reuters et AP, 03 avril 2008.
4 CANARD ENCHAINE, « Afghan de fer! », mercredi 2 avril 2008.
5 « Les enjeux géopolitiques en Afghanistan », conférence du 10 avril 2007 de Sonia Jedidi, Institut Français de Géopolitique, Université Paris 8 et ONG ACTED, http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=1169
6 LE MONDE, avec AFP, Reuters et AP, 03 avril 2008 .
7 Patrick Roger, « L'opposition française craint

évident: « on ne fait pas le bonheur des gens malgré eux », il est malheureusement très facile de mettre en doute les intentions si pures des gouvernements occidentaux. Le président aujourd'hui au pouvoir, Karzai, était déjà le président du gouvernement provisoire désigné par les occidentaux. Son élection n'a surpris personne, et pour cause, voilà ce qui se disait en 2004, juste avant les élections: « l'organisation des élections est très en retard : les électeurs ne sont pas tous enregistrés (sur les 10 millions d'électeurs probables les Nations Unies n'ont enregistré en plus de 2 ans que légèrement plus de 1,5 millions d'électeurs). L'organisation des élections a été ralentie par l'insécurité qui a prévalu cet hiver, notamment dans le Sud. (...) Le processus d'enregistrement des électeurs dans de bonnes conditions nécessiterait probablement au minimum un an. Or les élections vont avoir lieu en septembre. Pour l'instant, faute de moyen et de temps, aucune vérification de l'identité des citoyens n'est envisagée et surtout effectuée. (...) A ces considérations techniques s'ajoutent des problèmes politiques. Il ne fait aucun doute que les Américains veulent maintenir le Président Karzai à la tête de l'Etat afghan (...) Comme Karzai doit se confectionner une assise populaire, il joue la carte ethnique et essaye de l'avoir dans le clan pashtoun. Les quelques incidents talibans au Sud font peut être partie d'une stratégie américaine pour montrer que l'on ne peut pas faire sans les Pashtouns. Par ailleurs, cette insécurité empêche les Nations Unies de mettre en place un processus électoral transparent. Ce qui arrange les Américains pour organiser des élections rapides et mettre au pouvoir les Pashtouns ». Karzai a l'avantage d'avoir été consultant pour les américains dans la construction d'un gazoduc, il fut, un temps, l'allier des Talibans. Mais ce n'est pas le seul, après tout. Le dictateur pakistanais soutenu par les américains, Musharraf, compose lui aussi avec les Talibans, tout comme la dictature saoudienne. Quant aux conceptions démocratiques soutenues par les américains dans cette partie du monde, nous les retrouvons en Irak où, à la même époque (en août 2004), le gouvernement pro-américain avait utilisé la bataille de Nadjaf pour instrumentaliser la Conférence Nationale Irakienne et renforcer son pouvoir.

Manif à Québec le 28 mars 2008 pour commémorer le 90e anniversaire des émeutes contre la conscription et pour manifester leur opposition à la guerre en Afghanistan.

Reste les aides à la reconstruction... 7 millions de dollars d'aides par jour pour 100 millions de dépenses militaires. Ces aides diminuent chaque année et la situation militaire compromet leur efficacité. Beaucoup sont détournées par un système de plus en plus corrompu. Et n'oublions pas qu'en ce domaine, comme pour toute la chaîne de l'industrie guerrière, se sont les firmes occidentales qui tirent le plus de bénéfices. Car, bien évidemment, les véritables enjeux de cette guerre sont avant tout économiques.

... salies par le pétrole et le pouvoir...

Avec le développement de l'Inde et de la Chine, l'Asie centrale est en train de devenir le centre de gravité du monde. Sa situation géographique, entre la Russie, l'Europe, L'Inde et la Chine est d'autant plus intéressante qu'elle se conjugue avec des

un "enlisement » en Afghanistan », LE MONDE , 2 avril 2008.
8 « Les enjeux géopolitiques en Afghanistan », conférence du 10 avril 2007 de Sonia Jedidi, Institut Français de Géopolitique, Université Paris 8 et ONG ACTED, http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=1169
9 "Lever le voile sur la reconstruction en Afghanistan", conférence de l'Institut Francais de Géopolitique, Jeudi 6 Mai 2004, Sonia Jedidi (Présidente de l'ONG ACTED, Enseignante à l'Institut Français de Géopolitique), Valérie Rohart (journaliste à RFI), François Grunewald (Directeur du

ressources en hydrocarbures très importantes. Un traité international a partagé les fonds marins de la mer caspienne qui regorgent de pétrole et de gaz. Les ressources d'Asie centrale sont l'objet des convoitises russes (qui font la guerre en Tchétchénie), chinoises (qui massacre les indépendantistes musulmans Ouïgours de la province du Xinjiang), pakistanaises, européennes et américaines (dans le contrôle du carrefour stratégique que constitue l'Afghanistan). Pour s'approprier les ressources de la mer caspienne, il est essentiel de trouver des voies de communications qui relient les anciennes républiques soviétiques musulmanes aux marchés mondiaux. A l'Ouest, il faut franchir le Caucase et les régions kurdes de la Turquie, ce qui pose problème. Un passage par la Russie ne convient ni aux américains (qui ne veulent pas renforcer la puissance russe) ni aux européens qui seraient davantage dépendants de gazprom, la multinationale russe. Les relations actuelles avec l'Iran ne permettent pas aux américains d'envisager une solution au sud-ouest, quant à l'Est, c'est la Chine qu'il faudrait traverser, la route serait longue et l'un des objectifs majeurs du monde occidental reste de tenir ce géant dépendant de ressources énergétiques contrôlées par eux. La seule solution reste un passage par l'Afghanistan et le Pakistan.

L'Afghanistan est donc au centre d'enjeux géostratégiques qui le dépasse et, bien sûr, la population en fait les frais. En août 2001, Catherine Graciet pouvait déjà décrire un pays convoité: par le Pakistan qui, en appuyant les Talibans au pouvoir, cherchait à faire de l'Afghanistan une province reculée; par la Russie qui voulait s'en servir « d'Etat tampon » en Asie centrale; par l'Iran qui partage avec lui 900 km de frontières et se préoccupe de la minorité chiite. Passage obligé de gazoducs et oléoducs par le sud, mais aussi vers la Chine (pour ceux provenant du Moyen Orient), l'Afghanistan peut devenir un véritable robinet qui donnerait un grand pouvoir à celui qui peut l'ouvrir... ou le fermer. L'analyse de cette spécialiste se concluait ainsi : « Les mouvements terroristes soutenus par le dissident saoudien Oussama Ben Laden (...) risquent de destabiliser l'Asie centale et, devant la marge de manoeuvre réduite de la Russie, d'entraîner une présence accrue des Etats-Unis, viel ennemi de l'Iran (...) Quelle sera la politique de l'administration Bush en Asie centrale? Qu'en sera-t-il de son attitude à l'égard de l'Iran, de la Russie, mais aussi de la Chine ? » Ces questions ont été posées un mois avant le 11 septembre 2001 qui n'a été que le déclencheur d'une intervention américaine déjà pressentie. Les Etats-Unis sont en Afghanistan pour préserver leur leadership mondial, les talibans et Al Qaïda sont des prétextes.

Mais quel intérêt peut avoir l'Europe et la France à suivre les Etats-Unis? L'Union Européenne est dépendante des importations qui proviennent du Moyen-Orient à hauteur de 45% pour le pétrole. En 2030, les importations couvriront 90% de la consommation pétrolière de l'Europe. Quant au gaz, l'Union Européenne est tributaire de la Russie à hauteur de 40% de sa consommation et ce sera à plus de 60% en 2030. Les ressources de la mer Caspienne peuvent permettre à l'Europe d'être moins dépendante du Moyen-Orient (et tout particulièrement de l'Iran) pour le pétrole et de la Russie pour le gaz. A condition que le cheminement des pipe-lines ne se fassent pas par la Russie ou l'Iran. A ces considérations énergétiques viennent s'ajouter des enjeux économiques et politiques. Le Moyen-Orient et l'Asie centrale sont aux frontières de l'Europe et sont déjà des marchés pour les entreprises européennes (notamment françaises et allemandes). L'Union Européenne entretient des liens économiques étroits avec l'Iran et veut se poser en médiateur entre les Etats-Unis et ce pays pour maintenir « un rang de grande puissance dans cette zone d'influence entre Etats-Unis, Russie et nouveaux géants asiatiques ». Mais l'Iran peut jouer un rôle destabilisateur dans la région, et notamment en Afghanistan, qui causerait beaucoup de gênes à l'Union Européenne qui redoute un troisième choc pétrolier. L'Union Européenne vacille entre deux options : utiliser une place de négociateur pour résoudre la crise qui oppose Etats-Unis et Iran (et en profiter pour équiper l'Iran d'un appareil de production nucléaire civil tributaire d'approvisionnements européens) et entrer dans une logique de pôle, rallier les Etats-

groupe URD, Directeur du DESS "Actions humanitaires et de développement, gestion des ONG" à Paris XII)
10 « Le général Musharraf fait le grand écart avec un pied chez les américains et l'autre chez les islamistes », Olivier ROY, « les conflits de demain », 5 juin 2003, http://www.faits-et-projets.com/Geopolitique_Roy.htm
11 Jipé, « La lutte pour le pouvoir en Irak. », Combat Syndicaliste, sept-oct 2004.
12 Motion de censure du groupe parlementaire socialiste déposée le 8 avril 2008.
13 Pour avoir un panorama détaillé des activités des marchands de canons, leurs réseaux, leurs noms, leurs connivences avec les gouvernements, il est très utile de se référer à « Les profiteurs de guerre », Supplément à « Union Pacifiste », n°458, avril 2008.
14 Amiral LANXADE Jacques, ancien chef d'Etat-major des armées, « Les nouveaux

Unis dans une politique d'hégémonie planétaire. Jusqu'ici, La France et l'Allemagne ont plutôt opté pour la première solution tandis que le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne ont opté pour l'allégeance aux Etats-Unis. Les options défendues par Sarkozy changent la donne.

... et bientôt par plus de sang encore.

Ce n'est pas un hasard si Nicolas Sarkozy a choisi le sommet de l'OTAN pour annoncé l'envoi d'un bataillon supplémentaire en Afghanistan. Ce geste n'a rien de symbolique, il fait partie d'une stratégie de réintégration de l'OTAN par la France. Derrière cet envoi se cache un investissement majeur dans la guerre en Afghanistan : la France va intégrer le commandement des troupes coalisées autour des Etats-Unis et assumera le contrôle de l'Est de l'Afghanistan, région frontalière des provinces pakistanaises tenues par les talibans... Ce soutien arrive à point nommé pour des américains qui voit leur coalition fragilisée par les opinions publiques de ses alliées canadiens, italiens et allemands. Il soulagera aussi l'effort de guerre américain qui en a bien besoin, compte tenu de la situation difficile des troupes américaines en Irak. La France a bien l'intention « de consolider la stratégie globale de la communauté internationale en Afghanistan » et va organiser une conférence sur l'Afghanistan à Paris le 12 juin prochain. 3000 soldats français vont être partie prenante de cette guerre alors que beaucoup de spécialistes redoutent l'enlisement et suggère au contraire le retrait des troupes. Pourquoi cette décision?

Deux jours après son annonce, Sarkozy se dévoile : « Dans la version écrite du discours distribuée à la presse avant que Nicolas Sarkozy n'intervienne devant ses partenaires, il indiquait qu'il souhaitait "prendre les décisions nécessaires pour que la France prenne toute sa place dans les structures de l'Otan" en 2009, "à l'issue de la présidence française de l'Union européenne (UE)" qui s'achève le 31 décembre 2008 ». L'envoi des troupes est donc là pour montrer aux Etats-Unis que la France peut devenir un allier de poids dans l'OTAN mais «La France ne peut reprendre sa place que si une place lui est faite. Difficile de prendre une place que l'on ne vous réserve pas». Sarkozy négocie son

soutien...

Ce retour dans l'OTAN n'est pas anodin car « la volonté des américains de confier à l'Alliance, qu'ils dirigent, le soin de mener la lutte anti-terroriste sur les 5 continents » risque de faire de cet outil le gendarme du monde. L'OTAN pourrait s'élargir « à l'Australie, la Nouvelle-Zélande, au Japon, en vue de contenir la puissance chinoise », « le dossier d'élargissement, qui comprend même Israël créerait pour obligation à tous les autres Etats membres de porter secours à ce nouveau membre s'il était attaqué par l'Iran, même en légitimé défense ». C'est un retour à la stratégie des alliances, cette stratégie qui a précipité la première guerre mondiale. Et la comparaison n'a, malheureusement, rien d'alarmiste quand on sait que 5 anciens patrons des armées (américaines, britanniques, françaises, allemandes, néerlandaises) « ont rédigé, et remis en direction de l'OTAN, en janvier 2008, un document de 150 pages dans lequel ils préconisent une « réforme urgente » de la stratégie militaire de l'Alliance face aux menaces internationales, notamment terroristes. Selon eux il est temps d'envisager des attaques préventives, afin d'éviter la dissémination des armes de destruction massive. Et ces braves retraités de fournir la meilleure des recettes : l'utilisation de bombes

enjeux géostratégiques », Les jeudis du CHEAr, Minsitère de la défense, 9 novembre 2006, p.104.
15 « Pour les Pakistanais, il fallait éradiquer le nationalisme afghan et le remplacer par un islamisme capable de gommer le particularisme afghan en soumettant le pays à une école théologique pakistanaise extérieure (...) En destructurant l'Etat afghan par des mesures obscuratistes, les talibans ne font que renforcer le protectorat pakistanais », Mike BARRY, op. Cit. In GRACIET Catherine « Les enjeux cachés du conflit afghan », août 2001, Cyberscopie, magazine Géopolitique, www.strategic-road.com
16 GRACIET Catherine « Les enjeux cachés du conflit afghan », août 2001, Cyberscopie, magazine Géopolitique,

nucléaires miniatures ». Sarkozy est bien sur la même longueur d'onde, lui qui déclarait le 21 mars dernier « que l'arme nucléaire permettait de lancer un « avertissement » à un « agresseur », grâce à une explosion en altitude »...

Ces positionnements doivent être pris très au sérieux, il ne s'agit pas d'élucubrations théoriques mais de plans de batailles pour les années à venir. Nous sommes déjà en Afghanistan, l'entrée dans l'OTAN signifie que nous allons nous engager plus avant dans la poudrière du Moyen-Orient. Le risque le plus immédiat est de nous retrouver impliquer dans une guerre avec l'Iran. Le risque est pris au sérieux par de nombreux experts depuis un bon moment. L'argument majeur ressemble à celui utilisé pour l'Irak, l'Iran veut se doter de l'arme nucléaire. Les signes de « bonne volonté » du gouvernement iranien, notaient par l'Union Européenne, et l'impossibilité technique actuelle d'élaborer une bombe nucléaire où se trouve l'Iran n'y changent rien : l'Iran est un Etat voyou pour les Etats-Unis.

« Les États-Unis et Israël veulent changer le régime des mollahs afin de se retrouver maîtres des ressources essentielles et d'éliminer toute possibilité d'avoir un rival dans cette région à l'avenir. ». La campagne médiatique pour justifier l'opération a déjà commencé, elle ressemble beaucoup à celle qui a été mené avant d'attaquer l'Irak. Plusieurs spécialistes s'inquiètent à ce sujet, dont l'ancien ministre de la défense, Paul Quilès qui déclare : « des déclarations inquiétantes sont faites sur un éventuel soutien français à des actions unilatérales américaines contre l'Iran, conduites en dehors de l'ONU et pouvant aller jusqu'à la guerre ». Le scénario a été étudié par les experts européens : « Les autres actes belliqueux susceptibles d'engendrer une crise ouverte sont:
- une agression armée contre Israël,
- l'invasion d'une partie de l'Irak au nom de la sécurité des frontières,
- l'implication prouvée dans un acte terroriste,
- le développement avéré d'un programme ADM (Arme de destruction massive). »

Quand on se souvient des arguments avancés pour attaquer l'Irak, on a froid dans le dos... Ces mêmes experts décrivent également les différentes formes que pourrait prendre le conflit : « Dans les cas étudiés ci-dessus, l'ONU sera en première ligne et la position européenne n'aura, en théorie, qu'à être alignée sur la résolution faisant appel à la force qui sera émise. Selon le caractère plus ou moins incontestable de l'acte à l'origine du conflit, deux cas de figure se présenteront :
- Création d'une force d'intervention sous l'égide de l'ONU. L'UE, dépourvue de contingents propres, fournira sa quote-part via les contributions nationales des Etats membres.
- Rassemblement d'une coalition de circonstance sous l'égide des Etats-Unis (qui tentera de la placer dans un cadre OTAN). L'UE risque fort d'y aller en ordre dispersé comme dans la crise iranienne.»

Dans cette optique, la politique de Sarkozy est très lisible : intégrer l'OTAN, c'est participer activement aux interventions américaines, ce qui permettra à la France et à l'Union Européenne d'avoir plus de poids pour défendre leurs intérêts : prendre part au partage du gâteau... mais aussi aux risques.

L'enjeu dépasse largement l'envoi de « quelques centaines de soldats» de plus. Il s'agit de savoir si nous voulons la guerre.

www.strategic-road.com
17 MASUREL Gérard ss-dir, « Enjeux géopolitiques de l'Union Européenne à l'égard de l'Iran », Recherches et prospectives méditerranéennes, Fondation Méditerranéenne d'Etudes Stratégiques, Toulon, Juin 2007.
18 Réponse du gouvernement « sur le dispositif militaire en Afghanistan », site inernet de l'Assemblée Nationale, 26 mars 2008.
19 ANGELI Claude, Le CANARD ENCHAINE, « Les renforts cachés de Sarko « l'Afghan » », mercredi 9 avril 2008.
20 Le CANARD ENCHAINE, « Bientôt 3000 français en Afghanistan ! », mercredi 26 mars 2008.
21 L'EXPRESS, « Réintégration totale de la France dans l'Otan dès 2009 ? », jeudi 3 avril 2008
22 MERCHET Jean-Dominique, LIBERATION, « Paris redevient «Otan compatible» », mardi 25 septembre 2007.
23 ANGELI Claude, « Les rêves cachés des fanas de l'OTAN », Le

Refuser l'envoi de troupes en Afghanistan c'est refuser un certain nombre de positionnements qui sont pris en notre nom. Il s'agit de dénoncer l'action de l'armée en dehors des frontières. Car le cas de l'Afghanistan n'est pas unique : les soldats français positionnaient en Afrique ne font pas plus oeuvre humanitaire, le cas du génocide du Rwanda nous le rappelle honteusement. Il s'agit également de savoir si

nous approuvons l'idée d'une guerre avec l'Iran aux conséquences inimaginables. C'est enfin poser le problème éthique suivant : pour défendre les intérêts économiques de profiteurs de guerre et pour se procurer les moyens énergétiques nécessaires à une société industrielle et capitaliste délirante basée sur le Dieu « croissance », c'est à dire produire toujours plus, avons-nous le droit d'asservir les autres hommes et les plonger dans le malheur ?

Le discours pacifiste que nous développons doit prendre en compte tout cela. Il est urgent de déconstruire le discours qui permet de justifier aux yeux de l'opinion l'intervention de l'armée française dans le monde. Il est essentiel de prévenir l'ensemble de la population des risques de guerre contre l'Iran, car il va falloir un mouvement populaire fort pour éviter ce drame. Il est indispensable d'inscrire le discours pacifiste dans une logique globale, quelle société voulons-nous construire et sur quelles valeurs ? Nous devons montrer l'horreur de la guerre dans ce qu'elle a de plus crue : les « justifications » des guerres se font toujours dans l'abstraction car la réalité des massacres ne peuvent pas emporter l'adhésion. Mais les questions posées par les enjeux économiques et énergétiques qui motivent les gouvernants débouchent sur une remise en question de la société capitaliste toute entière et de l'Etat. L'Etat se construit par la guerre et l'administration des richesses confisquées aux populations assservies pour le bonheur d'un groupe de privilégié. Dans le schéma capitaliste, il a développé un impérialisme planétaire et un système industriel qui nécessite l'asservissement de tous les hommes au profit de quelques uns. Dans sa fuite en avant, ce système se confronte aux limites des ressources planétaires et crée les conditions d'un désastre écologique. Il ne se maintient que grâce aux guerres qui lui fournissent des débouchés, de la croissance, et des ressources matérielles et humaines très bon marché. C'est le visage du malheur et de la misère, la question de la guerre balaie les arguments libéraux qui voudraient en faire « le moins pire des systèmes », elle souligne l'hypocrisie des valeurs soi-disant démocratiques qu'ils affichent, valeurs vite oubliées dès qu'il s'agit d'argent. Les anarcho-syndicalistes ont les bases idéologiques pour répondre globalement aux questions soulevées par cette situation dramatique. Lutter contre l'envoi de troupes en Afghanistan, ce n'est pas le lancement d'une campagne ponctuelle contre un fait révoltant, c'est poursuivre un combat de longue haleine pour les idées, pour les valeurs, qui peuvent faire d'une société d'hommes, une société humaine.

Jipé

CANARD ENCHAINE, mercredi 2 avril 2008.
24 Amiral LANXADE Jacques, ancien chef d'Etat-major des armées, « Les nouveaux enjeux géostratégiques », Les jeudis du CHEAr, Minsitère de la défense, 9 novembre 2006, p.107.
25 MASUREL Gérard ss-dir, « Enjeux géopolitiques de l'Union Européenne à l'égard de l'Iran », Recherches et prospectives méditerranéennes, Fondation Méditerranéenne d'Etudes Stratégiques, Toulon, Juin 2007.
26 ANGELI Claude, « Les rêves cachés des fanas de l'OTAN », Le CANARD ENCHAINE, mercredi 2 avril 2008.
27 Ibid.
28 « IRAN Réflaxion ». Site Michel Coulon, Source : www.informationclearinghouse.info/article9706.htm
29 Il est possible de consulter à ce propos l'article cité ci-dessus.
30 QUILES Paul, Responsable national du chargé des questions stratégiques et de défense, « Défense : la concertation en trompe-l'oeil de Sarkozy », LE MONDE, mercredi 10 octobre 2007. Cette crainte est partagée par l'Amiral Lanxade dans son exposé déjà cité.
31 MASUREL Gérard ss-dir, « Enjeux géopolitiques de l'Union Européenne à l'égard de l'Iran », Recherches et prospectives méditerranéennes, Fondation Méditerranéenne d'Etudes Stratégiques, Toulon, Juin 2007.

Nos enfants sont fichés, on ne s'en fiche pas

Paru dans « le chat noir déchaîné » Journal de l'UR Centre de la CNT-AIT

Le 6 mai, la Ligue des Droits de l'Homme de Châteauroux a organisé une conférence-débat sur le problème du fichage des enfants à travers le logiciel « Base élèves » utilisé dans les écoles primaires sur une base expérimentale depuis 2004, et généralisable à la rentrée 2009 (prolongé par « Sconet » dans le Secondaire). Une quarantaine de personnes étaient présentes, a priori que des convaincus du danger du fichage. Autrement dit, l'intérêt est plus de fournir des arguments aux anti-Base élèves afin d'alerter d'autres individus de leur entourage ou de préparer des actions ultérieures de sensibilisation de l'opinion publique.

Il a été souligné que le fichage des élèves est une pratique banale, tellement inscrite dans les habitudes que les personnels de l'Education ne se posent plus la question de la pertinence de cette mesure. Base élèves sera généralisé sans qu'aucun bilan ne soit rendu public quant à sa mise en oeuvre dans les départements pilotes. Ce dispositif sera étendu à l'ensemble du pays sans qu'aucun texte de loi n'encadre cette mesure - à l'origine, il s'agit d'une procédure administrative de déclaration à la C. N.I.L. de la part du Ministère de l'Education Nationale comme l'exige la loi du 6.01.78 dite Loi informatique et libertés (déclaration de Base élèves à la CNIL en date du 24 décembre 2004). En outre, une loi d'août 2004 a évincé le veto de la CNIL en supprimant son avis préalable sur ce type de dispositif (fichier d'Etat). Ce sont les particularités alarmantes de Base élèves qui échappent : l'étendue des questions prises en compte et le partage des données.

Ce fichier recense des informations purement scolaires (cursus, résultats, aides mises en oeuvre etc.), mais s'intéresse aussi à la famille et aux comportements des enfants. Cet outil a été conçu pour simplifier l'administration des établissements (gestion des effectifs et du parcours scolaire) et aussi « débusquer les fraudes » (double inscription par exemple). Or des items concernant non seulement l'identité des élèves, mais également leur Origine et leurs migrations ont alerté depuis le départ la vigilance des enseignants. L'intervenante de la LDH, Françoise Dumont, a rappelé qu'il ne s'agit que d'un outil et que ce qui est déterminant, c'est l'usage que l'on en fait. Au regard de la politique du gouvernement et de l'insertion l'articulation de Base élèves avec la loi dite de prévention de la délinquance (5.03.2007), il y a de quoi s'inquiéter.

Certaines écoles ont d'ailleurs refusé de remplir le champ relatif à la nationalité ou aux langues parlées craignant que ces renseignements ne servent à la chasse aux sans papiers. Le ministre a alors entériné une situation de fait en invitant les écoles à ne plus prendre en compte la nationalité. Les révélations scandaleuses sur les demandes de dénonciation des familles sans papiers dans l'Oise ou le Haut-Rhin ont mis en lumière les possibles dérives et effets dévastateurs.

En revanche, les enseignants semblent beaucoup moinssensibles à la volonté de contrôle social et de répression sous-jacente. Rappelons que toutes ces mesures ont été justifiées par des rapports (Bénisti, Inserm...) appelant à prédire, et non prévenir, la délinquance par la corrélation abusive entre certains éléments individuels (parler une autre langue à la maison, mauvais résultats scolaires, problèmes de comportements dès la crèche ...) et la délinquance. On tendait alors vers la stigmatisation des familles pauvres et immigrées. La campagne menée notamment par le collectif Pas de zéro de conduite pour les enfants de 3 ans avait amené le gouvernement à freiner quelque peu ses ardeurs (retrait du dépistage précoce des troubles psychiques), sans renoncer totalement à son désir de cibler les « déviants » le plus tôt possible et de sanctionner les familles.

La prédiction et la répression prennent le pas sur une véritable prévention impliquant de répondre véritablement aux problèmes sociaux fondamentaux à l'origine de nombreux troubles du comportement. Comment être un enfant épanoui dans un

1 Décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005 pris pour l'application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative àl'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004.

quartier où tous les adultes que l'on côtoie sont au chômage ou dans une famille brisée par les conflits ? Faut-il s'étonner de l'absentéisme de certains élèves convaincus que l'Ecole ne peut rien leur apporter, que les dés sont pipés et qu'ils sont déjà condamnés à la misère comme leurs parents et voisins ? N'oublions pas que le nom et l'adresse sont parfois stigmatisants face à la discrimination à l'embauche. Les dispositifs coercitifs visent seulement à imposer un contrôle social aux détriments des exclus du système afin de faire l'économie d'une remise en cause de celui-ci.

Le croisement et le partage des données recensées dans Base élèves doivent favoriser cette action répressive. Une directrice d'école doit donc être consciente que les renseignements enregistrés peuvent être utilisés par d'autres pour sanctionner les parents. Il est indispensable que les personnels de l'Education s'interrogent sur la finalité et la pertinence des champs demandés, comme ce fut le cas pour la nationalité. Avec la loi dite de prévention de la délinquance, un maire est habilité à obtenir ces informations relevant du domaine scolaire. Il peut fliquer les familles àtravers le conseil des droits et des devoirs, faire mettre sous tutelle les allocations familiales ou faire prononcer un rappel à l'ordre à l'encontre d'un minieur (rôle du Juge des enfants), ou bien encore faire passer le dossier dans les mains du Président du Conseil Général qui pourra éventuellement ouvrir un Contrat de Responsabilité parentale et convoquer la famille.

On joue avec le feu en confiant de telles prérogatives à des élus pouvant avoir quelques préjugés à l'égard des familles immigrées, des jeunes des quartiers défavorisés ou des gens du voyage. Comme il a été souligné lors du débat, quelle famille pourrait se dire irréprochable ? Il suffit donc de creuser là où on a décidé de chercher pour trouver matière à sanction. Est-il raisonnable de se doter de ce genre d'instrument dans un pays où un candidat raciste a accédé au second tour des élections présidentielles et des élus de la majorité ont affirmé que les familles africaines sont très souvent polygames ?

Le partage des données soulève aussi le problème de la confidentialité des informations. Enseignant, directeur, EVS chargés de les aider dans les tâches administratives, élus, personnel de mairie pourront connaître quasiment tout d'un enfant et d'une famille. Personne n'a envie de savoir que son intimité est ainsi bafouée. Le Canard Enchaîné du 27 juin 2007 a révélé des fuites ayant alarmées la CNIL : on pouvait aisément consulter des dossiers sur Internet grâce à un code d'accès de l'établissement scolaire. Le Ministère a été contraint de recadrer les choses par une note adressée aux académies le 15 juin 2007. Et comment être certain que ces données ne seront pas recueillies, voire conservées audelà de 15 ans, par le Ministère de l'intérieur?

Une piste intéressante à été proposée lors du débat : informer les parents d'élèves de ce fichier en début d'année. Il est vrai qu'on doit leur demander une autorisation simplement pour la photo de classe, mais pas pour Base élèves. Malheureusement, toutes les familles ne pourront pas avoir conscience des dangers de ce fichier, notamment celles qui ne maîtrisent pas très bien la langue écrite.

Sensibiliser les travailleurs de l'éducation aux dangers et dérives possibles apparaît donc comme un objectif capital car c'est leur docilité ou leur résistance qui détermineront la mise en oeuvre de Base élèves.

Au-delà du problème du fichage, il faudrait étendre la réflexion sur le rôle des enseignants et la philosophie de l'éducation sous-jacente aux missions qu'on leur confie. Plus précisément, les nouveaux programmes imposant un gavage et un dressage des enfants participent également à cette stratégie de contrôle social dès le plus jeune âge en inculquant des habitudes d'obéissance, d'exécution automatique de tâches et d'absence de réflexion, (salut à la mémoire des morts pour la patrie, Marseillaise obligatoire, hommage au passé glorieux de la France dans les colonies, parrainage d'un enfant de la Shoah, ...).

Autre extension possible, mettre en cause toutes les atteintes aux libertés individuelles que représentent le fichage (explosion des données, FNAEG), la vidéosurveillance (projet de multiplier par 3 le nombre de caméras) ou la biométrie (passeports biométriques, borne dans les cantines scolaires). On ne doit pas avoir une confiance naïve à l'égard de la bonne volonté de l'Etat dans la gestion du fichage et le respect des règles quand on prend en considération les dérapages avérés avec les fichiers Ardoise ou Eloi.

Big Brother existe déjà bel et bien, ce n'est plus de la science fiction. Et la réalité dépasse l'affliction.

2 Actuellement, une simple « clé USB sécurisée » pourrait sécuriser le fichier et interdire l'accès aux autres utilisateurs « dès la rentrée 2007 ». Cette clé n'est toujours pas distribuée auprès des utilisateurs de l'Education Nationale... Voir « Base élèves: premier maillon du fichage républicain », Lemonde.fr, 27 juin 2007 qui reprend l'article du Canard, « Zéro pointé pour le fichier des écoles » et propose un lien vers un dossier de la CNIL.

Nationales, régionales ou ethniques, les "identités" sont une arme du pouvoir

Dans les périodes de crises, économiques et/ou sociales, par les temps instables, les individus peuvent se sentir perdus et déboussolés. Certains cherchent alors à se rassurer et se crispent sur des idées reçues séculaires et faisandées mais qu'il est facile de remettre au goût du jour, moyennant un petit vernis moderne. Alors, les religions et sectes se réactivent, alors certains arborent leur "appartenance" à un "groupe ethnique", "national", "régional" ou "racial".

Nous n'échappons pas en France à cette tendance régressive. Pour ne prendre que le dernier exemple, les affirmations identitaires bien franchouillardes (illustrées par la création du "ministère de l'identité nationale") se mêlent à celles, non moins identitaires, des régionalistes qu'ils soient bretons, basques ou occitanistes. Elles font d'ailleurs bon ménage, et le même élu qui, député, vote à Paris pour l'identité nationale, prend soin, en tant que maire, de publier une page en langue régionale dans son bulletin local.

Des mouvements ethnicistes

Reste que, si certains trouvent normal de se revendiquer "Français de France", "Occitan del païs" et autres sottises du genre pour définir leur ligne politique, pourquoi donc d'autres ne se définiraient-ils pas politiquement, en suivant le même raisonnement, comme "Tribu noire", "Arabe de ceci" ou autres "Indigènes de cela" ? Il y a là un "créneau" politique. Certains s'y sont jetés : plus ou moins discrètement, des mouvements ethnicistes sillonnent les banlieues pour convaincre des gens que, s'ils sont opprimés c'est parce qu'ils sont noirs (ou, éventuellement d'une autre couleur) et que leur ennemi, c'est leur voisin blanc (ou d'une autre "race", ou plus classiquement encore, l'individu d'une autre religion).

A partir de ces prémices simplistes, ces mouvements développent un discours structuré. Leur discours, construit en miroir des discours identitaires à l'européenne, peut s'avérer séducteur. On peut d'ailleurs prévoir qu'ils recevront, au nom du relativisme culturel, l'appui de "penseurs de gauche" et même de certains libertaires. Il en est déjà parmi ces derniers qui se vautrent, contre toute logique, dans les régionalismes. Avec la même absence de raisonnement, ils soutiendront bien des mouvements constitués sur bases carrément raciales.

Face à cette dérive prévisible, nous, anarchosyndicalistes, réaffirmons que les notions de "race" ou "d'ethnie" n'ont pas de réalités biologique et ne sont utilisées que pour masquer les véritables problèmes qui se posent aux individus, pour segmenter la classe des opprimés au profit des puissants.

Si nos objections concernant l'Etat national, et/ou régional ont déjà étaient abordées à maintes reprises dans les pages de ce journal1, il faut rappeler que les typologies, qui classent les individus dans une "race" ou une "ethnie" et en tirent des conséquences (les "noirs" sont comme ceci et comme cela,...) sont une incongruité qui n'a aucun fondement scientifique. De fait, quand on étudie le patrimoine génétique d'une population, il est évident qu'il n'a pas du tout cette belle homogénéité que supposent les théories raciales ou ethnicistes. Tout au contraire. Ainsi, un de nos lecteurs pyrénéen peut-être génétiquement beaucoup plus proche d'un de nos lecteurs guatémaltèque que d'un autre pyrénéen. Et s'il a besoin d'une greffe (de rein, de cœur), c'est alors un rein "guatémaltèque" qui conviendra, bien mieux qu'un rein "pyrénéen". D'ailleurs, les médecins qui font des greffes, tout comme ceux qui font des transfusions sanguines, se moquent pas mal de la supposée origine "ethnique" ou de la couleur de peau du donneur et du receveur (qui en France n'est même pas notée) [1]. Un niveau plus trivial d'observation montre déjà que, dans quelque groupe supposé "ethnique" que ce soit, il existe des différences génétiques notables entre les individus : certains sont plus grands, d'autres plus petits, certains ont de grande oreilles,

Pierre
CNT-AIT Toulouse

d'autres pas, etc. Il serait tout aussi ridicule de classer les gens selon la taille de leurs oreilles (et d'en tirer des conséquences sur leur comportement !) qu'il est ridicule de les classer par couleur de peau ou origine géographique de leurs ancêtres. Sur le plan biologique, scientifique on sait avec certitude que l'espèce humaine est une et qu'elle est indivisible en "races".

Culture et histoire : deux mythes reformatés pour les besoins de la cause

Les bases "culturelles", "historiques" que mettent également en avant les mouvements ethnicistes pour se justifier n'ont pas plus de réalité. Car la culture à laquelle ils se réfèrent est avant tout un mythe systématiquement reformatée pour les besoins de la cause et l'histoire est réécrite dans le même but. Ceux qui affirment que, tout compte fait, le colonialisme a été bénéfique aux colonisés participent de la même dynamique du mensonge que ceux qui prétendent que tous les "blancs" sont les successeurs des trafiquants de l'immonde "traite des noirs" et donc en sont responsables. Ceux qui affirment que la délinquance, c'est "que les arabes", décryptent (volontairement le plus souvent) aussi mal la réalité que ceux qui affirment que, si on est dans le ghetto des cités, ce n'est "que" parce qu'on est de "couleur". C'est oublier un peu vite que "noirs" ou "arabes" ne sont jamais relégués dans les cités, s'ils remplissent une seule condition : être riches ! C'est oublier que l'Etat français déroule le tapis rouge avec la même aisance devant les dictateurs "blancs" ou de "couleur", que les enfants des émirs du pétrole n'ont jamais de problème de carte de séjour ! En réalité, si on se retrouve dans les ghettos, c'est parce qu'on n'est qu'un pauvre, qu'un petit ouvrier, un chômeur, un petit employé, c'est parce qu'on fait partie de la classe des exploités ! Le racisme, qui, en France, frappe de façon croissante les personnes de couleur vient "en plus". Il est d'ailleurs entretenu par l'Etat à travers ses structures (police, école,...) avec beaucoup de perversité.

Les inepties racistes et identitaires, quelque soit le bord qui les profère, doivent être dénoncées. Non contentes d'exacerber la haine entre individus, elles font le jeu du pouvoir et masquent les véritables sources des inégalités. Avançant de faux arguments, mais toujours faisant détourner les yeux des monstres que sont le capitalisme et l'Etat, elles font de plus appel à la lâcheté des individus : il est tellement plus aisé de s'attaquer à un groupe, surtout s'il est marginalisé et isolé, qu'au pouvoir, adversaire puissant et bien organisé ! Ainsi les rancœurs contre les frustrations créées par la machine capitaliste et étatique se voient détourner de leurs véritables sources. Les propos identitaires entretiennent la supercherie comme quoi les problèmes éventuels se résoudraient en cognant sur les "petits" et non sur les "grands", cela même si on sait que ce sont les "grands" qui sont à l'origine des problèmes...

Manifestation nationaliste à Barcelone

Misérable logique !

Plutôt que les "racines", développons les neurones !

Pour notre part, les valeurs que nous défendons sont fondamentalement opposées aux aberrations xénophobes et identitaires. En effet, ces doctrines se fondent sur l'appartenance d'un individu à une communauté qui le déterminerait, qui existerait pratiquement immuable ("pure") de tout temps, une communauté dont l'individu ne pourrait jamais sortir et qui conditionnerait profondément tout son être, sans possibilité de transformation. Une communauté enfin à laquelle il faudrait se référer pour se "ressourcer", "comprendre d'où on vient et qui on est". Bref c'est le discours, ressassé par tous les identitaires, sur les "racines".

Pour nous, anarchosyndicalistes, plutôt que de chercher à développer d'hypothétiques racines, ce qu'il faut développer, ce sont les neurones ! Ça fait toute la différence. Car, quand ils font "marcher" leur neurones, loin d'être immuables, loin d'être des entités figées, définitivement prédéterminées, les individus, recèlent au contraire un énorme potentiel de création et de transformation. Nous avons la conviction que l'homme peut se changer, qu'il peut changer le monde. C'est ce potentiel que l'anarchosyndicalisme, aujourd'hui dans la lutte et demain dans une société libre, entend libérer et développer.

Pierre

[1] La couleur de peau, les groupes sanguins, le système HLA, ne sont que quelques expressions du patrimoine génétique, parmi des milliers d'autres.

Croissance Zéro

Toni Iero
Traduction de l'article "Crescita Zero", in *Cenerentola*, mai 2008
réalisée par le STB

La crise entraînée par la tempête des subprimes est en train de se transférer du monde de la finance à celui de l'économie réelle. L'entrée en récession des Etats-Unis est désormais un fait admis par les instituts de prévision économique. Comme les USA sont la première économie mondiale, les effets de leurs difficultés conjoncturelles se déversent sur leurs partenaires commerciaux. Et donc également sur l'Europe, Italie comprise.

Un autre élément ne manquera pas de compliquer la situation: la dépréciation du dollar face à la monnaie unique européenne. La variation des parités de valeurs entraînera une plus grande compétitivité des produits fabriqués en Amérique, par rapport à leurs équivalents européens. Les entreprises du vieux continent perdront des forces à exporter aux Etats-Unis et dans les autres pays de la zone dollar.

Dans ce contexte se trouve l'explication du redimensionnement drastique de prévision de croissance pour la zone euro. En octobre 2007, on annonçait que le PIB de l'Union Monétaire connaîtrait, en 2008, une croissance de 2%. Puis, à mesure que les contours de la crise des subprimes se dessinaient plus précisément, le développement prévu pour 2008 était revu à la baisse: 1,7% en janvier 2008, et, enfin, 1,4 % en avril. Pour l'Italie, la tendance est exactement la même, avec, en plus, le fait non négligeable que le taux de croissance y est constamment inférieur à ceux des autres pays européens. A présent, pour 2008, on prévoit une croissance de 0,5% en ce qui concerne notre pays (Prometeia, Rapport de prévisions, avril 2008), et le FMI estime carrément, quant à lui, qu'elle sera de 0,3%.

En somme, notre économie, en termes d'augmentation du PIB, est entrée dans une phase de stagnation entamée depuis plusieurs années déjà, à tel point que l'on parle désormais de plus en plus souvent de notre "dépassement" par l'Espagne. Même si ceci reste à venir, il n'y a pourtant aucun doute sur le fait que tous les autres pays européens sont plus dynamiques que nous. Pourquoi notre système économique se révèle-t-il moins vivace que les autres?

Freiner dans la pente

Il convient d'éclaircir ici la façon dont le contexte général obère le développement. La globalisation, avec l'entrée dans les marchés internationaux de pays à bas coût du travail, la compétition à tous les niveaux, l'innovation technologique, les "sophistications" financières et, non des moindres, les crises récurrentes ("tigres" asiatiques, Argentine, nouvelle économie, subprimes), ne contribuent guère à créer un climat favorable aux nations industrialisées plus "matures".

Mais ceci n'enlève rien au fait que nous faisons moins bien que les autres: la France connaît une croissance supérieure à la nôtre, l'Allemagne bat, année après année, de nouveaux records à l'exportation, l'Espagne est en voie de nous rejoindre. En résumé, le scénario général ne suffit pas à expliquer les décevantes prestations économiques de la péninsule.

En examinant les données historiques, on découvre un indice intéressant: l'Italie a commencé à enregistrer un développement du PIB inférieur à la moyenne européenne à partir de 1996, précisément quand s'est enclenchée la "course" de notre pays vers la zone euro. Depuis cette année-là, le fossé entre la croissance italienne et la moyenne européenne s'est creusé. En fait, l'introduction de l'euro a entrainé des

changements radicaux pour l'économie italienne. En particulier, on nous a enlevé la possibilité de recourir à l'arme de la dévaluation. A l'époque de la lire, périodiquement, quand le système de production italien perdait de la compétitivité par rapport à l'étranger, il était habituel de recourir à la dépréciation de la monnaie nationale pour redonner de l'attractivité aux produits *made in Italy*. C'était une solution peu satisfaisante, la dévaluation étant une arme à double tranchant: elle abaissait le prix des produits italiens à l'extérieur, mais faisait augmenter le coût des biens importés, notamment celui du pétrole. Ceci amorçait l'inflation à l'intérieur du pays, laquelle, après un certain temps, recréait des problèmes de prix pour les produits à exporter. Et donc, sans interventions correctives de nature structurelle, à une dévaluation succédait presque mécaniquement une autre, en un cercle vicieux qui risquait fort d'être sans fin. De cette spirale, nous sommes sortis grâce à notre entrée dans la zone euro.
Mais l'euro est aussi la monnaie des autres pays européens, qui connaissent une croissance supérieure à celle de l'Italie: pourquoi serait-il un frein à notre croissance, et pas à celle des autres?

Avoir une monnaie forte présente quelques avantages importants: de ne pas, notamment, importer l'inflation galopante étrangère, ou garantir aux citoyens un plus grand pouvoir d'achat. Cependant, une monnaie forte, cela se mérite. Il ne suffit pas d'essayer de mettre en ordre, le moins mal possible, le bilan budgétaire de l'état. Il faut prendre des mesures susceptibles de porter le système de production au niveau de l'excellence. Avec le processus de globalisation, l'Italie est entrée en concurrence avec des pays où le coût du travail est bien inférieur au nôtre. Pour gagner la compétition, il existe deux voies théoriques: baisser le coût du travail en Italie, ou convertir nos productions vers des secteurs innovants, à haut contenu technologique et de haute teneur qualitative. La première de ces voies est celle qui a semblé la plus facile et qui, d'une certaine manière, a été d'emblée retenue par les entrepreneurs et les gouvernants. Mais elle s'est révélée, assez prévisiblement, être une impasse. Il est impossible de concurrencer, dans des secteurs traditionnels comme le textile ou la chaussure, des pays comme la Chine, l'Inde, le Vietnam ou la Turquie. Leurs produits, de plutôt basse qualité, coûtent forcément moins chers que les nôtres. Maintenir un bas coût du travail est une démarche inutile du point de vue de la concurrence extérieure, et dommageable du point de vue de la croissance interne, puisque réduisant le pouvoir d'achat des familles italiennes.
Pourquoi ne pas avoir opté pour un saut qualitatif de notre système de production? Les raisons sont nombreuses, et nous ne citerons que les principales. Pour revaloriser le rôle international de l'Italie, des mesures radicales s'imposent: il faut développer les compétences aujourd'hui insuffisantes, créer des entreprises dans les secteurs de pointe, intervenir sur le système national de formation. Bref, investir dans la recherche scientifique et technologique. Pour obtenir des résultats dans ce domaine, deux "carburants" sont nécessaires: l'argent (par centaines de milliers d'euro), et la liberté de la recherche. Malheureusement, dans notre

pays corrompu et centralisé, l'argent va à des usages beaucoup plus "pratiques": les politiciens et leurs amis, la criminalité organisée, mais aussi les oeuvres religieuses, clubs de foot, etc..., ont la priorité par rapport à l'hasardeuse issue des ennuyeuses activités de laboratoire. Même sur le front de la liberté de la recherche, la situation n'est pas meilleure. La mentalité religieuse et le clientélisme conditionnent lourdement les choix de ceux qui décident l'attribution des fonds pour la recherche, et sur le choix même des professeurs à l'université. L'attitude scientifique est regardée de manière suspicieuse, quand ce n'est pas avec une hostilité déclarée. Pour se faire une idée de la situation, il suffit de considérer comment, selon toute probabilité, nous sommes l'unique pays au monde où la loi régulant la fécondation assistée interdit explicitement de vérifier que les embryons implantés sont sains!

Dans ces conditions, on fait ce qu'on peut. Mais il n'est guère surprenant, dès lors, d'observer que l'Italie reste en retrait dans la course au développement. C'est l'inverse qui serait étonnant.

Le zéro, c'est beau?

A ce point, on pourrait se demander s'il est vraiment nécessaire d'accroître le PIB. Il existe différentes études qui, à la lumière d'aspects variés, tels que la question environnementale, relèvent qu'il serait carrément préférable d'envisager la décroissance, vue comme la réduction de l'impact humain sur le territoire. Les critiques se concentrent sur le PIB comme indicateur du développement. Elles condamnent fortement cette conception.

Le PIB peut toutefois être un indice précieux, si on l'utilise pour ce qu'il vaut: il représente la richesse produite, dans un intervalle de temps donné, par un système économique. Naturellement, pris isolément, il ne dit pas tout. Il est évident qu'il y manque d'autres indicateurs, par exemple une mesure du patrimoine national. Un séisme causant de lourds dégâts peut ainsi entraîner une augmentation du PIB, l'activité de reconstruction des édifices détruits venant s'enregistrer dans la production "nouvelle". Toutefois, à la fin de l'oeuvre de reconstruction, nous aurons les mêmes maisons qu'avant (peut-être...). La dotation patrimoniale n'en sera pas modifiée pour autant: l'accroissement de la richesse se fait donc alors seulement en apparence. La faute n'en revient pas au PIB, mais à l'absence d'autres indicateurs. Une autre donnée importante est la concentration des revenus. Si l'augmentation du PIB va engraisser qui est déjà riche, alors le bien-être social dans son ensemble pourrait bien ne guère progresser... Pour ces motifs, parmi d'autres, les économistes dotés de bon sens et d'honnêteté intellectuelle, comme Amayrta Sen, réfléchissent à des indicateurs capables d'intégrer la lecture de la réalité offerte par le PIB.

En soi, la croissance ou la décroissance du PIB peuvent ne rien signifier du tout. Une vaste opération de reboisement, susceptible d'améliorer la qualité hydro-géologique du territoire, de réduire l'impact des gaz à effet de serre, d'offrir un environnement sain à l'agrément des citoyens, et de créer de l'emploi dans des activités connexes, par exemple dans la filière du bois, ferait augmenter le PIB. Serait-ce alors un mal? Une telle idée n'est évidemment pas soutenable. En définitive, les variations du PIB se lisent à la lumière des dynamiques réelles.

Le développement quasi exsangue qu'expérimente l'Italie est le fruit de distorsions sociales, politiques et culturelles, qui pénalisent notre système de production. Si nous ne sommes pas capables de modifier nos comportements, nous courons le risque d'une marginalisation progressive de notre pays. Phénomène que paiera chèrement, ne nous faisons aucune illusion à ce propos, la partie la plus vulnérable de la société: les travailleurs.

Toni Iero

traduction de l'article "Crescita Zero", in *Cenerentola*, mai 2008.

Berlusconi remporte la victoire

L'abstention et les bulletins nuls sont en hausse. La gauche a disparu du parlement italien. Le bal recommence...

Tout s'est passé comme prévu. Ou plutôt pire que prévu. Berlusconi, qui s'est présenté aux élections avec Bossi et Fini, l'a emporté, arrivant à prendre, à la chambre, 46,8% des votes valides. Si on ajoute à cela les 56% de Casini et les 2,4% de Santanchè, ça vous donne une idée de **la portée du succès électoral des forces les plus réactionnaires!**

"L'opinion publique européenne - écrivions-nous dans le précédent numéro de Cenerentola- semble consciente (ou plus probablement a-t-elle l'intuition) de ce que la possibilité de maintenir inchangé l'actuel niveau de vie est en grande partie liée à la force militaire: partant, très logiquement, elle se déplace à droite". Il semble que c'est précisément ainsi que les choses se sont déroulées.

Les partis de l'ex-Union, tous ensemble, ne sont même pas arrivés à totaliser 45% des votes valides. La gauche "Arc-en-ciel", en particulier, érodée à droite de par la stupide illusion du "vote utile", et à gauche par la présence de listes prétendument pacifistes (qui, associées, ont réuni 1,4% des voix), s'est écroulée jusqu'à comptabiliser seulement 3,1%, sans même parvenir à l'élection du moindre représentant au parlement.

Le nombre de ceux qui se sont présentés aux bureaux de vote a significativement diminué (de 83,6% en 2006, la participation est passée, en 2008, à 80,5%, d'après la Chambre). Et, parmi ceux qui ont voté, le nombre de bulletins nuls a lui aussi augmenté. Ainsi, les bulletins considérés comme "non valides" (blancs+nuls) ont représenté

3,7% du total des suffrages, contre 2,9% en 2006.

Et maintenant, que va-t-il se passer?
Nous disions ici, il y a un mois, que

l'hypothèse de la construction d'un "grand centre" nous semblait très plausible: un agrégat qui serait à même de faire avaler aux italiens n'importe quoi (comme, pour le moins, un appauvrissement futur, orchestré bien entendu sans toucher aux privilèges des classes dominantes, plus probablement encore une implication accrue du pays dans la guerre que l'Occident est en train de mener contre les pays émergents)". Maintenant, la portée inédite de la victoire de la droite rend d'autant plus probable ce débouché : Berlusconi a pour lui, non seulement le nombre (en termes de sièges), mais aussi les pourcentages (en termes d'alliances), pour gouverner seul (c'est-à-dire avec Bossi et Fini). Et la disparition, au parlement, de cette "caisse d'expansion" représentée par la "gauche Arc-en-ciel", laquelle permettait de contenir les vagues périodiques de protestation, pourrait donner au parti de Veltroni l'envie de prendre ses distances par rapport au gouvernement, pour se concentrer sur ce qui subsiste de son organisation.

D'un autre côté, les couleuvres qu'on prévoit de faire avaler au peuple italien sont vraiment trop indigestes pour que celui-ci les ingurgite sans le secours de Veltroni, et les affaires gérées par qui gouverne, beaucoup trop appétissantes, pour ne pas intéresser ceux qui se référent à son "aire" idéologique...

La partie est donc en train de se compliquer.

Une chose pourtant semble certaine: que le Parti Démocratique se retrouve impliqué ou pas dans la gestion de la République, il n'y a rien à attendre de bon. Que ce parti, en effet, soit impliqué dans les affaires, d'une manière ou d'une autre, et le nouveau gouvernement pourra traduire en actes ses intentions, ayant à disposition, du moins sur le papier, 90% des députés (pensez à ce que ça peut signifier dans des contextes particuliers comme celui de la lutte contre le Tav)(1).
Si, au contraire, Veltroni et ses alliés se tiennent (ou sont tenus) éloignés du pouvoir, ceux qui luttent pour la liberté, la solidarité, l'égalité, traineront sans arrêt au pied le boulet d'une fausse opposition, privée d'un quelconque idéal, prête à toutes les volte-face, une opposition qui se prétend telle seulement parce qu'elle n'a pas réussi à recueillir le nombre suffisant de suffrages pour continuer à cogérer les intérêts des classes dominantes et la militarisation de la société, seulement désireuse de gagner ce soutien dont elle aurait besoin pour continuer à le faire.

traduction de l'article "Berlusconi ha stravinto", ***Cenerentola***, mai 2008.

(1)Tav: projet de ligne ferroviaire "train à grande vitesse" Lyon-Turin; des comités populaires "No Tav" se sont constitués, notamment en Val Susa, depuis 1990, pour s'opposer à ce projet aberrant, économiquement comme du point de vue environnemental.

Les UR sont l'expression de la CNT-AIT. Elles regroupent les divers syndicats d'une zone géographique. Pour tout contact dans une région, s'adresser au secrétariat de l'UR.

UR Centre: CNT-AIT, 34, Espace Pierre Mendès-France, 36000 Châteauroux
UR Midi-Pyrénées: CNT-AIT, BP 158, 81001 Montauban
UR Paris et Nord: CNT-AIT, BP 46, 91103 Corbeil
UR Aquitaine: CNT-AIT, 8, place Louis Barthou, 33000 Bordeaux
UR Méditerranée: CNT-AIT-SIM-BP 51142– 34008-Montpellier-cedex 1
UR Normandie-Bretagne: CNT-AIT, BP 2010, 14019, Caen cedex 6
En Rhône-Alpes: CNT-AIT/SII, BP 223, 38405, Saint Martin d'Hères cedex.

Camillo Berneri : Le prolétariat ne se nourrit pas de curés

« (...) Eh bien, je déclare, bien que je ne pratique aucun culte et ne professe aucune religion, que je n'en serais pas moins, dans le cours de la révolution italienne, à côté des catholiques, des protestants, des juifs, des Grecs orthodoxes, chaque fois que ceux-ci revendiqueront la liberté religieuses pour tous les cultes. Considérant que j'ai eu l'occasion de constater que mon attitude et mes propos ne recueillent pas l'assentiment général de mes camarades de foi et de lutte, je crois utile d'expliquer mon opinion sur la question, et je le crois utile d'autant plus qu'au-delà de la valeur du principe, j'aperçois des erreurs révolutionnaires porteuses à mon avis de dommages et de dangers très graves.

Chaque intellectuel devrait (...) prendre comme devise les mots de Voltaire « Monsieur l'Abbé, je suis convaincu que votre livre est plein de bêtises, mais je donnerai la dernière goutte de mon sang pour vous assurer le droit de publier vos bêtises. » Aucun anarchiste, dis-je, ne peut repousser ce principe sans cesser d'être anarchiste. Quand, au cours du dernier congrès mondial de l'AIT, je disais aux délégués espagnols qu'il fallait considérer l'anticléricalisme défendu par la CNT et par beaucoup d'éléments de la FAI comme non anarchiste, borné et fou, et que l'un des facteurs de succès des courants fascistes espagnols était cet anticléricalisme, j'avais sous les yeux un texte de délibération rédigé par les anarchistes espagnols où l'on préconisait l'interdiction des pratiques cultuelles tout en tolérant les sentiments intérieurs (comme si ces sentiments n'étaient pas totalement libres sous le talon de Mussolini, comme celui de Hitler et de Staline). L'anticléricalisme prend souvent le caractère de l'Inquisition... rationaliste. Un anticléricalisme non libéral, quelle que soit sa coloration d'avant-garde est fasciste. Non seulement fasciste, mais pas très intelligent. Malatesta a toujours réprouvé les fanatiques... de la Libre Pensée. En rapportant cette nouvelle parue dans un journal anarchiste (« A Barcelone, une bombe a éclaté dans une procession religieuse, faisant quarante morts et on ne sait combien de blessés. La police a arrêté plus de 90 anarchistes avec l'espoir de mettre la main sur l'héroïque auteur de l'attentat »), Malatesta commentait ainsi, dans le numéro unique de L'Anarchia (août 1896) : « Aucune raison que la lutte pourrait justifier, aucune excuse, rien ; est-il héroïque d'avoir tué femmes, enfants, hommes sans défense parce qu'ils étaient catholiques ? Cela est déjà pire que la vengeance : c'est la fureur morbide de mystiques sanguinaires, c'est l'holocauste sanguinaire sur l'autel de Dieu ou d'une idée, ce qui revient au même ; ô Torquemada ! ô Robespierre ! » Leandro Arpinati (1), à l'époque où il se disait anarchiste, était spécialisé dans la dispersion des processions rouges à Bologna et ailleurs. Mussolini, de bouffe-curés qu'il était est devenu « l'homme de la Providence ». Podrecca (2), directeur d'âneries du journal L'Asino (« l'âne »), est devenu fasciste et grenouille de bénitier.

L'anticléricalisme grossier en vogue en Italie jusqu'en 1914 a exécuté les volte-faces les plus spectaculaires. Il ne pouvait en être autrement puisqu'à la virulence sectaire s'ajoutaient la superficialité intellectuelle et le marchandage de la culture. L'anticléricalisme en Italie était fasciste quand il interdisait les sonneries de cloches, quand il envahissait les églises, quand il bousculait les prêtres dans les rues, quand il falsifiait l'histoire, quand il s'appuyait sur les faux témoignages d'enfants mythomanes ou de parents cupides pour démasquer un prêtre « cochon » de plus, quand il niait la liberté d'enseignement, quand il rêvait d'interdire aux croyants toute liberté de rite et de culte.

Les résultats ont été ceux que l'on connaît. Les communistes, qui aujourd'hui flirtent avec les chrétiens révolutionnaires de France et avec les chrétiens communistes de Yougoslavie, et qui utilisent Miglioli (3) comme miroir aux alouettes démocrates-chrétiennes de chaque pays, contribuèrent en 1919 et en 1920 avec les socialistes extrémistes, à pousser le Partito popolare (catholique) vers l'alliance avec le fascisme. Les républicains, oubliant Mazzini là où ils étaient majoritaires, tombèrent eux aussi dans l'anticléricalisme grossier et accablant. La subversion et le rationalisme démocrate maçonnique furent en Italie cléricalement anticléricaux. Urbain Gohier écrivait dans l'un de ses perspicaces articles (Leur République, Paris 1906) : « Le cléricalisme n'est pas l'attachement fanatique à un dogme donné ou à certaines pratiques, c'est une forme particulière de la pensée, qui s'exprime surtout par l'intolérance. La plus grande partie des soi-disant anticléricaux d'aujourd'hui sont des cléricaux protestants ou des cléricaux juifs, qui combattent la religion catholique au profit de la leur ; ou bien des sectaires maçonniques encombrés de vains préjugés, de vaines cérémonies et de bibelots encore plus

ridicules que ceux du clergé. Leurs principaux meneurs sont des ex-prêtres ou des ex-moines qui ne peuvent pas se débarrasser de leurs habitudes mentales acquises précédemment et qui rétablissent dans la Libre Pensée des Noëls païens, des Pâques socialistes, des baptêmes civils, des communions et surtout des excommunications, et remplacent les jeûnes, les évangiles, les credos, les catéchismes et les billets de confession par des banquets. » Cette catégorie de prêtres de la Libre Pensée a prévalu en Italie comme en France et en Espagne. En Italie, aucune revue « rationaliste » n'a eu l'importance culturelle de la Civilta cattolica des jésuites, de la Rivista neotomistica des catholiques, du Bylichnis des protestants, du Coenobium spiritualiste.

Les plus sérieux des historiens des religions en Italie ont été prêtres catholiques ou protestants, et il n'y a pas eu un seul « rationaliste » qui ait la préparation culturelle, en matière religieuse, d'un Turchi, d'un Fracassini, d'un Bonaiuti, etc. En Italie, il y avait encore en 1919 et en 1920, le scandale des revues comme Satana de Rome, dirigée par des ânes présomptueux qui critiquaient la religion avec des arguments ridicules et qui publiaient des articles d'une pauvreté d'idées et de documentation qui faisait pitié. A l'ignorance et la stupidité de cet anticléricalisme faisait pendant l'intolérance qui, en France, sous l'hégémonie franc-maçonnique, conduisait à exclure des universités des prêtres de grande valeur uniquement parce qu'ils étaient prêtres. Ainsi, une chaire fut refusée au père Scheil, une des plus grandes autorités en matières d'assyriologie. De lui, Morgan dit dans son traité Les premières civilisations : « Aujourd'hui en Europe, on peut à peine compter quatre ou cinq savants de ce type dont l'opinion fait autorité, et parmi eux, il y a V. Scheil que j'ai eu la chance et l'honneur d'avoir comme collaborateur pour mes travaux en Perse. Son nom restera pour toujours lié à sa magistrale traduction des lois d'Hammourabi et au décryptage des textes élamites, véritable tour de force accompli sans l'aide d'un bilingue. »

Les anticléricaux ne s'émouvaient pas du tout du fait qu'à un savant de réelle valeur fût refusée la chaire d'assyriologie au Collège de France, parce qu'à leur avis, un prêtre n'aurait pas eu l'impartialité nécessaire pour traiter des matières qui ont à voir avec les études bibliques. J'ai eu comme professeur d'histoire des religions, à l'université de Florence, le professeur Fracassini, qui était prêtre, et, dans le cercle des études philosophiques de cette ville, j'ai eu l'occasion d'écouter certains conférences du professeur Bonaiuti, prêtre lui aussi. Eh bien, je n'hésite pas à déclarer que je n'ai jamais entendu traiter des questions religieuses avec moins de préjugés philosophiques, avec une plus grande rigueur scientifique, avec une plus grande netteté. Si presque tous les anticléricaux refusent de croire qu'il puisse y avoir des prêtres intelligents, cultivés et exerçant sérieusement et honnêtement leur fonction, de ministre du culte catholique, protestant ou juif, cela signifie que presque tous les anticléricaux sont, à leur façon, des cléricaux. L'anticléricalisme, déjà philosophiquement pauvre et scientifiquement tracassier et superficiel, a été en outre en Italie, et est encore en France et en Espagne, borné dans sa perception du problème social. Le « danger clérical » a été utilisé en Italie comme substitutif par la bourgeoisie libérale et par le radicalisme ; en France, depuis 1871, la lutte contre l'Église a permis à la bourgeoisie républicaine d'éviter les réformes sociales. En Espagne, le républicanisme à la Lerroux (4) a joué, lui aussi la carte de l'anticléricalisme, qui, mis en pratique par la gauche, a permis à la coalition catholique fasciste de se développer. Il faut en finir avec cette spéculation. Le prolétariat ne se nourrit pas de curés. Et les révolutionnaires socialistes savent que la hiérarchie et les privilèges de l'Église sont une chose, et que les sentiments religieux et les cultes en sont une autre. Le droit au baptême ne peut être mis sur le même plan que les garanties pontificales. Les couvents franciscains ne peuvent pas être pris pour la banque catholique. Le prélat fasciste ne peut être confondu avec le prêtre qui ne s'est jamais plié au fascisme. Les organisations syndicales catholiques se sont démontrées capables, comme en Lomellina, de grèves, de sabotages, d'occupations de terres, et dans la révolution de demain, il serait stupide de se mettre à dos, à cause d'un jacobinisme anticlérical, une grande partie du prolétariat rural en mesure d'entrer dans le jeu des forces révolutionnaires et socialistes. Les anarchistes doivent avoir foi dans la liberté. Quand l'instruction sera ouverte à tous, quand la misère du prolétariat aura disparu, quand les classes moyennes se seront modernisées, le clergé ne pourra plus, une fois perdus ses privilèges de caste, remplir entièrement ses fonctions. Déjà, dans l'après-guerre, les séminaires étaient dépeuplés et, souvent, il y avait de jeunes prêtres qui, une fois le titre professionnel obtenu, jetaient leur soutane aux orties. Quand, dans chaque village, les cercles culturels, les cercles récréatifs, les associations sportives et de théâtre amateur, le cinéma, la radio, etc., éloigneront la jeunesse de l'Église et des cercles récréatifs catholiques ; quand une vie de couple plus harmonieuse permettra à la femme d'échapper aux charmes de la confession et au besoin de réconfort religieux ; quand face au dogme il y aura la chaire du maître et que le prêtre ne sera plus appelé à pontifier mais à un débat public et ouvert ; quand, enfin, le grand souffle de la révolution aura balayé presque tous les éléments qui renforcent et corrompent le clergé et qui se soumettent à son pouvoir : l'ignorance de l'enfance, la jeunesse sans horizons, la féminité frustrée et avide de soutien moral, alors qu'en sera-t-il du « danger clérical » ?

Quand la révolution aura gagné les esprits, les églises ne seront plus que les monuments d'une puissance abattue, comme l'arc impérial et les châteaux féodaux ; leurs cloches seront silencieuses, leurs nefs vides de chants liturgiques, leurs autels dépouillés d'or et de cierges. Mais tant qu'elle sera victorieuse sur les choses, muette et travestie sous le regard inquisiteur des Jacobins, vaincue et dispersée en apparence, mais sous les cendres plus que jamais vivante, l'Église ressuscitera tôt ou tard, peut-être renforcée. L'anticléricalisme anarchiste ne peut être ni antilibéral ni simpliste.

Camillo Berneri (1936)